

ADP : COMMUNIQUE DE PRESSE RELATIF A LA HAUSSE DES PRIX DU CARBURANT ET A LA LOI D'HABILITATION



L'**ADP** (Alliance pour la Démocratie et le Progrès) observe avec une inquiétude croissante, la dérive généralisée du pouvoir, en dépit non seulement des condamnations, mises en garde incessantes sur le plan national et international, mais surtout des solutions mises à sa disposition par le **Dialogue National**, dont la préoccupation essentielle était de faire éviter désormais au peuple centrafricain le chaos déjà vécu.

L'**ADP** (l'Alliance pour la Démocratie et le Progrès) note depuis quelques mois avec une peine inconsolable, la dégradation graduelle, notamment la violation quotidienne des Droits de l'Homme, l'insécurité grandissante, la misère galopante, les conditions sociales dramatiques etc. (objet de ses précédentes prises de position).

La principale mission d'un Etat étant d'assurer le bien être de sa population, l'histoire ne comprendra pas que juste après des élections générales et malgré les faveurs du peuple centrafricain, celui-ci devienne la victime de son souci pour la paix.

L'**ADP** (Alliance pour la Démocratie et le Progrès)

ignore la logique du gouvernement quant à la hausse du prix d'un produit aussi sensible que le carburant, dans un contexte de tension sociale, résultant essentiellement de salaires qui ne sont non seulement pas payés, mais bloqués depuis plus de 20 ans.

L'ADP (Alliance pour la démocratie et le Progrès) se demande si le pouvoir a prévu les conséquences d'une telle décision qui peuvent se traduire par une escalade généralisée des prix, notamment de denrées alimentaires, surtout que le gibier, le manioc, pour ne citer que ces deux exemples, entrent respectivement pour au moins 60% et presque 100% dans la consommation centrafricaine ?

L'ADP (Alliance pour la démocratie et le Progrès) demande au gouvernement de prendre le courage de revenir purement et simplement sur cette augmentation s'il n'a pas prévu parallèlement de mesures de compensation pour accompagner une telle hausse afin d'en minorer les effets.

L'ADP (Alliance pour la Démocratie et le Progrès) attire particulièrement l'attention du gouvernement sur la nécessité d'utiliser le pouvoir pour le bien être de la population et non pour abuser de sa confiance ou pour jouer avec sa vie.

L'ADP (Alliance pour la Démocratie et le Progrès) rappelle par ailleurs aux députés de l'opposition comme de la majorité parlementaire l'ultime nécessité de préserver l'intérêt du peuple, leur responsabilité vis-à-vis de la nation dont ils sont de surcroît les élus, et de l'Histoire quant à l'usage qui sera fait de la loi d'habilitation par le Chef de l'Etat.

L'ADP (Alliance pour la Démocratie et le Progrès) leur recommande pour cela la vigilance nécessaire lors de la rectification des ordonnances qui seront prises par le Président de la République dans le cadre des pouvoirs aussi accrus (législatif et exécutif) entre ses seules mains, pendant plusieurs mois, dans un contexte pourtant démocratique.

Fait à Bangui, le 13 janvier 2006
Le président

Olivier Gabirault

Jeudi 19 Janvier 2006

